

Quand la droite est décomplexée, son antisémitisme l'est aussi !



DEPUIS LA PARTICIPATION de l'extrême droite au gouvernement autrichien, en l'an 2000, l'Autriche a acquis la réputation, hélas justifiée, d'un pays où les leçons de l'histoire n'ont pas porté leurs fruits. L'antisémitisme et plus généralement le racisme y sont largement répandus, ce qui se traduit dans les résultats des élections : 30 % pour l'extrême droite aux dernières législatives de septembre 2008, 28 % aux élections régionales de Vienne, en octobre 2010, soit +92 %. Mais au-delà des scrutins électoraux, toute une série d'affaires et de dérapages plus ou moins contrôlés renseigne sur l'évolution des mentalités.

Prenons par exemple la revue diffusée par le syndicat de policiers proche du principal parti d'extrême droite, le FPÖ – que l'on peut traduire par Parti libéral d'Autriche – du sémillant Heinz-Christian Strache. Puisque cette revue est censée œuvrer à l'amélioration des conditions de travail des forces de l'ordre, un dossier était consacré dans le numéro de juillet 2011 à la pénibilité au travail, le «*Schwerarbeit*», un terme qui s'applique habituellement plutôt à certaines catégories des ouvriers du bâtiment, aux mineurs et autres professions mettant en jeu

un travail physique important. L'illustration du dossier n'était autre qu'une aquarelle représentant des détenus d'un camp de concentration nazi dans un atelier de fonderie. Comme si le métier de policier en Autriche avait quoi que ce soit à voir avec la vie dans les camps de travail rattachés aux camps de concentration nazis ! Deux mois plus tard, ce même syndicat a osé critiquer les crédits alloués par le ministère de l'Intérieur à la rénovation du lieu de mémoire construit au camp de Mauthausen... en affirmant que c'était aux dépens des services qui assurent la sécurité des citoyens – même si les frais de fonctionnement de ce musée ne représentent que 0,1 % du budget de la police autrichienne !

Le 16 septembre, ce n'était pas l'extrême droite qui «*déravait*» sur ce terrain, mais une représentante du parti conservateur ÖVP (Parti populaire autrichien, membre du Parti populaire européen, comme l'UMP). En marge du Conseil européen des ministres des Finances, la ministre autrichienne Maria Fekter a osé comparer les critiques formulées contre les banquiers au sort réservé aux Juifs avant-guerre. Elle intervenait à la télévision après Jacek Rostowski, actuel ministre des

Finances de Pologne qui dirigeait cette réunion et venait d'expliquer qu'il craignait une guerre si l'Europe restait dans la crise financière. Les propos de la ministre : «*Nous sommes en train de construire en Europe des images de boucs émissaires, contre les banques, les riches, les possédants. On a déjà vécu ça une fois, autrefois c'était sur le compte des Juifs, contre eux, mais autrefois c'était des groupes analogues qui étaient visés.*» Ainsi donc, oser imaginer des réformes taxant les plus riches... serait comme s'en prendre aux Juifs dans les années trente !

Maria Fekter n'est pas une débutante en politique. De juillet 2008 à avril 2011, elle était ministre de l'Intérieur, surnommée «*la dame de fer*» car elle n'hésitait pas, par exemple, à expulser des jumelles kosovares de 8 ans sans leur mère, placée en hôpital psychiatrique. Un peu comme MM. Besson et Hortefeux, en France, éléments placés au cœur de la nationale-sarkozie. On savait déjà que l'extrême droite se développait en Europe, on constate à présent que la droite européenne se met vraiment à lui ressembler...

Jérôme Segal